

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

3 mai 2022

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 5 juillet 1994
relative au sang et aux dérivés du sang
d'origine humaine en vue de supprimer
tout critère d'exclusion envers les hommes
ayant des relations sexuelles avec des hommes**

(déposée par M. Simon Moutquin et
Mme Eva Platteau)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

3 mei 2022

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 5 juli 1994
betreffende bloed en bloedderivaten
van menselijke oorsprong
teneinde alle uitsluitingscriteria voor mannen
die seks hebben met mannen te schrappen**

(ingediend door de heer Simon Moutquin en
mevrouw Eva Platteau)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à éliminer toute discrimination relative au don de sang en raison de l'orientation sexuelle et à basculer vers une approche individualisée du risque.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel beoogt een einde te maken aan discriminatie bij bloeddonoratie op grond van seksuele geaardheid en te komen tot een geïndividualiseerde benadering van het risico.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis de nombreuses années, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) sont écartés du don de sang en Belgique sur la seule base de leur orientation sexuelle ou de leur pratique sexuelle. Le critère d'exclusion actuel empêche une partie de la population d'accomplir un acte citoyen et solidaire et contribue à la stigmatisation d'une identité de groupe, considérée comme moins responsable et plus à risque que le reste de la population. Toutefois, sur la base des connaissances scientifiques les plus récentes, il est possible de supprimer ce critère de manière sûre et sans compromettre la sécurité du receveur, ce qui permettrait à un plus grand nombre de personnes de donner leur sang et mettrait fin à la discrimination perçue par les HSH ainsi qu'à la stigmatisation dont ils font l'objet avec la réglementation actuelle.

L'exclusion des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes du don de sang puise ses sources dans la panique des années 1980 occasionnée par l'émergence du sida, maladie associée en Occident à la communauté homosexuelle. Dès 1985, les hommes homosexuels ont ainsi été interdits de donner leur sang. L'exclusion de certaines personnes a ensuite été imposée aux États membres par la directive européenne 2004/33. Cette directive exige d'écarter à titre temporaire ou permanent de la chaîne de transfusion sanguine les personnes présentant un risque élevé de contracter des maladies infectieuses transmissibles par le sang en raison de leur comportement ou de leurs activités sexuelles. Les HSH n'y sont pas spécifiquement mentionnés, tout comme dans l'adaptation de cette directive en Belgique dans la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang.

Dans un avis de 2005, le Conseil Supérieur de la Santé a recommandé de bel et bien exclure à titre permanent les HSH du don de sang et les établissements de collecte vont les refuser, comme le permet le cadre légal. Les HSH sont ainsi exclus et traités *de facto* comme un groupe homogène et non en tant qu'individus avec une variété de pratiques, de comportements et de relations possibles.

L'arrêt du 29 avril 2015 de la Cour de Justice de l'Union européenne ouvre cependant la voie à une autre interprétation de la directive européenne. D'une part, la Cour confirme que l'exclusion permanente des donneurs de sang qui présentent un risque accru de contracter des infections transmissibles par le sang en raison de leur comportement sexuel est possible sous

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Mannen die seks hebben met mannen (MSM) worden in België al vele jaren uitgesloten van bloeddonatie louter op basis van hun seksuele geaardheid of seksuele praktijk. De huidige uitsluitingscriteria weerhouden een deel van de bevolking om een burgerlijke en solidaire handeling te stellen. Bovendien draagt dit bij tot de stigmatisering van groep mensen die op basis van hun seksuele geaardheid als minder verantwoordelijk en risicovoller wordt beschouwd dan de rest van de bevolking. Op basis van de meest recente wetenschappelijke kennis is het echter mogelijk dit criterium veilig af te schaffen zonder de veiligheid van de ontvanger in gevaar te brengen, waardoor meer mensen bloed zouden kunnen doneren en een eind zou komen aan de discriminatie en stigmatisering van MSM die in de huidige regelgeving worden ervaren.

De uitsluiting van mannen die seks hebben met mannen van het doneren van bloed vindt zijn oorsprong in de paniek van de jaren tachtig, veroorzaakt door de opkomst van AIDS, een ziekte die in het Westen werd geassocieerd met de homoseksuele bevolking. Al in 1985 werd het homoseksuele mannen verboden bloed te doneren. De uitsluiting van bepaalde personen werd vervolgens aan de lidstaten opgelegd bij Europese Richtlijn 2004/33. Deze richtlijn schrijft de tijdelijke of permanente uitsluiting uit de bloedtransfusieketen voor van personen die wegens hun seksuele gedrag of bezigheden een groot risico lopen om door bloed overdraagbare infectieziekten op te lopen. MSM worden niet specifiek vermeld, zoals bij de aanpassing van deze richtlijn in België in de wet van 5 juli 1994 inzake bloed en bloedderivaten.

In een advies van 2005 heeft de Hoge Gezondheidsraad aanbevolen MSM definitief uit te sluiten van bloeddonatie en laat het wettelijk kader centra voor bloedinzameling toe hen te weigeren. MSM worden dus *de facto* uitgesloten en behandeld als een homogene groep en niet benaderd als individuen met een verscheidenheid aan mogelijke praktijken, gedragingen en relaties.

Het arrest van 29 april 2015 van het Hof van Justitie van de Europese Unie maakt echter de weg vrij voor een andere interpretatie van de EU-Richtlijn. Enerzijds bevestigt het Hof dat permanente uitsluiting van bloeddonoren die wegens hun seksuele gedrag een verhoogd risico op door bloed overgedragen infecties vertonen, onder bepaalde voorwaarden mogelijk is. Anderzijds

certaines conditions. D'autre part, la Cour rappelle le principe de proportionnalité et conclut que, si les HSH sont plus exposés aux maladies infectieuses en raison de leur comportement sexuel, cela ne justifie pas leur exclusion permanente. Le juge français qui a soumis la directive à la Cour a donc été tenu de vérifier si des méthodes plus efficaces de dépistage du VIH ou d'autres infections étaient possibles, et de vérifier à défaut que le risque individuel du donneur a été établi de la manière la plus précise possible. L'exclusion n'est ainsi possible que si ces méthodes précitées ne garantissent pas un niveau de sécurité suffisamment élevé.

La loi du 11 août 2017 fait suite à l'arrêt de la Cour de Justice et autorise pour la première fois depuis 1985 les HSH à donner leur sang, sous condition de ne pas avoir eu de relations sexuelles depuis 12 mois. Cette condition maintient cependant une discrimination et fait entrer pour la première fois dans la législation belge une distinction sur la base de l'orientation sexuelle. Le critère est également jugé trop contraignant, excluant *de facto* une grande partie du public des HSH. L'Arrêté Royal du 25 octobre 2018 impose de réviser la loi tous les deux ans.

L'opposition de la société civile face à cette avancée jugée insuffisante se traduira par la saisie de la Cour Constitutionnelle par l'ASBL Arc-En-Ciel Wallonie quant à la légalité de cette loi en vertu du principe de non-discrimination. Si la Cour a jugé que la discrimination respectait le principe de proportionnalité, les juges ont estimé que les HSH désireux de donner du plasma ne pouvaient pas être exclus. Cette décision rejoignait notamment un avis de 2016 du Conseil Supérieur de la Santé qui était favorable à l'accès au don de plasma selon des mesures de sécurité spécifiques. Malgré cette décision, la Belgique n'a pas ouvert aux HSH le don de plasma. La loi de 2017 n'a pas non plus été révisée, bien qu'elle doive l'être au moins tous les 2 ans.

La Belgique a souvent montré la voie en matière de droits des personnes LGBTQIA+ et des publics discriminés. Pourtant, si aucune ouverture ne s'est opérée en Belgique quant au don de sang depuis 2017, cela n'a pas été le cas pour nos pays voisins. En France, les HSH étaient autorisés depuis 2016 à donner leur sang, sous condition de 12 mois d'abstinence sexuelle. En 2019, ce délai est réduit à 4 mois. En 2021, les différentes instances scientifiques et publiques françaises impliquées dans le don de sang présentent des données favorables à la levée totale du critère d'abstinence et le Haut Conseil Supérieur de la Santé ainsi que l'Université de Rennes sont mandatés pour déterminer les conditions nécessaires

herinnert het Hof aan het evenredigheidsbeginsel en concludeert dat het feit dat MSM als gevolg van hun seksuele gedrag meer worden blootgesteld aan besmettelijke ziekten, geen rechtvaardiging vormt voor hun permanente uitsluiting. De Franse rechter die de richtlijn aan het Hof heeft voorgelegd, was dus verplicht om na te gaan of er doeltreffender methoden voor de opsporing van HIV of andere infecties mogelijk waren, en zo niet, om na te gaan of het individuele risico van de donor zo nauwkeurig mogelijk was vastgesteld. Uitstel is dus alleen mogelijk als deze methoden geen voldoende hoog veiligheidsniveau garanderen.

De wet van 11 augustus 2017 volgt op het arrest van het Hof van Justitie en staat voor het eerst sinds 1985 toe dat MSM bloed doneren, op voorwaarde dat zij gedurende 12 maanden geen seksuele betrekkingen hebben gehad. Deze voorwaarde handhaaft echter de discriminatie en maakt voor het eerst in de Belgische wetgeving een onderscheid op basis van seksuele geaardheid. Het criterium wordt ook als te restrictief beschouwd, waardoor *de facto* een groot deel van het MSM-publiek wordt uitgesloten. Het koninklijk besluit van 25 oktober 2018 schrijft voor dat de wet om de twee jaar moet worden herzien.

Het verzet van het maatschappelijke middenveld tegen deze gebrekkige vooruitgang heeft ertoe geleid dat de vzw Arc-En-Ciel Wallonie de wet voor het Grondwettelijk Hof heeft gedaagd over de wettigheid van deze wet op grond van het non-discriminatiebeginsel. Hoewel het Hof oordeelde dat de discriminatie in overeenstemming was met het evenredigheidsbeginsel, waren de rechters van oordeel dat MSM die plasma wensen af te staan, niet mocht worden uitgesloten. Deze uitspraak was met name in overeenstemming met een advies van de Hoge Gezondheidsraad uit 2016, waarin de toegang tot plasmadonatie onder specifieke veiligheidsmaatregelen werd ondersteund. Ondanks dit besluit heeft België plasmadonatie niet opengesteld voor MSM. De wet van 2017 is evenmin herzien, hoewel zij ten minste om de twee jaar zou moeten worden herzien.

België heeft vaak het voortouw genomen als het gaat om de rechten van LGBTQIA+-personen en gediscrimineerde groepen. Maar hoewel er in België sinds 2017 geen openstelling meer is geweest voor bloeddonatie, is dat in onze buurlanden niet het geval. In Frankrijk mogen MSM sinds 2016 bloed doneren, op voorwaarde van een periode van seksuele onthouding van 12 maanden. In 2019 wordt deze periode teruggebracht tot 4 maanden. In 2021 presenteren de verschillende Franse wetenschappelijke en overheidsinstanties die met bloeddonatie te maken hebben, gegevens die gunstig zijn voor de volledige opheffing van het onthoudingscriterium en krijgen de Hoge Gezondheidsraad en de Universiteit

à l'évolution des critères de sélection. En mars 2022, le critère d'exclusion est complètement supprimé et la France passe à une approche individualisée du risque. Au Royaume-Uni, le critère d'abstinence sexuelle pour les HSH était de 12 mois en 2011, puis de 3 mois en 2017 pour enfin être supprimé en 2021. Cette dernière évolution découle des recommandations du groupe de travail pluridisciplinaire "*FAIR Steering group*", regroupant des institutions de santé, des experts et associations dont des associations LGBTQIA+. Ce groupe a principalement enquêté sur l'implication d'un passage à des règles basées sur l'évaluation du comportement sexuel. Il a, pour ce faire, comparé une combinaison de données épidémiologiques et comportementales. Quand les épidémiologistes ont examiné le risque objectif d'infection pour différents comportements sexuels, les spécialistes du comportement se sont concentrés sur le risque perçu de différents comportements sexuels et la fréquence de ces comportements. Ils ont aussi évalué dans quelle mesure les personnes pourraient trouver acceptable de répondre à des questions précises sur leur comportement sexuel. C'est ce travail qui a préfiguré au Royaume-Uni le passage, à l'été 2021, à un questionnaire non discriminant tout en assurant un réel filtre des donneurs de sang basé sur les risques qu'ils prennent réellement et non sur un risque supposé lié à leur seule identité sexuelle. Au total, ce sont plus de 19 pays dans le monde qui n'excluent pas ou plus les HSH du don de sang ou qui ont des critères moins discriminants qu'une période d'abstinence.

La sécurité de la chaîne de transfusion et la sécurité du receveur doivent être primordiales dans tout changement de la politique de don de sang. Les recommandations et les analyses scientifiques constituent ainsi un socle fondamental qui doit guider toute décision. En novembre 2021, dans ses avis n° 9665 et n° 9666, le Conseil Supérieur de la Santé (CSS) relève une série d'études réalisées dans d'autres pays (européens et hors Europe) en ce qui concerne la suppression totale de l'inéligibilité des HSH ou des changements radicaux à son égard et les résultats encourageants en découlant (notamment en Afrique du Sud, au Brésil et en Argentine).

De plus, au sein du groupe des experts en transfusion (8 personnes), 4 d'entre eux sont en faveur de la levée du critère HSH, moyennant différentes conditions, à savoir: la formation spécifique du personnel médical abordant avec les donneurs les questions relatives aux rapports sexuels, l'amélioration du questionnaire pré-don (au niveau du vocabulaire employé, de l'explication détaillée de certains concepts tels que celui du rapport sexuel et de la prise médicamenteuse d'antiviraux), la

van Rennes de opdracht de voorwaarden vast te stellen die nodig zijn voor de evolutie van de selectiecriteria. In maart 2022 wordt het uitsluitingscriterium volledig opgeheven en gaat Frankrijk over op een geïndividualiseerde risicobenadering. In Verenigd Koninkrijk was het criterium van seksuele onthouding voor MSM 12 maanden in 2011, vervolgens 3 maanden in 2017 en ten slotte geschrapt in 2021. Deze laatste wijziging is het resultaat van aanbevelingen van de multidisciplinaire *FAIR*-stuurgroep, waarin gezondheidsinstellingen, deskundigen en verenigingen, waaronder LGBTQIA+-groepen, zijn vertegenwoordigd. Deze groep onderzocht in de eerste plaats de gevolgen van een verschuiving naar regels op basis van de beoordeling van seksueel gedrag. Zij deden dit door een combinatie van epidemiologisch en gedragsmatig bewijsmateriaal te vergelijken. Waar epidemiologen keken naar het objectieve infectierisico voor verschillende seksuele gedragingen, richtten gedragswetenschappers zich op het waargenomen risico van verschillende seksuele gedragingen en de frequentie van deze gedragingen. Zij gingen ook na in welke mate mensen het aanvaardbaar zouden vinden om specifieke vragen over hun seksueel gedrag te beantwoorden. Het is dit werk dat de weg heeft geëffend voor het Verenigd Koninkrijk om in de zomer van 2021 over te schakelen op een niet-discriminerende vragenlijst, waarbij wordt gezorgd voor een echte filtering van bloeddonoren op basis van de risico's die zij daadwerkelijk nemen en niet op basis van een verondersteld risico dat alleen met hun seksuele identiteit verband houdt. In totaal sluiten meer dan 19 landen wereldwijd MSM niet of niet langer uit van bloeddonatie of hanteren zij criteria die minder discriminerend zijn dan een periode van onthouding.

De veiligheid van de transfusieketen en de veiligheid van de ontvanger moeten voorop staan bij elke wijziging van het bloeddonatiebeleid. Wetenschappelijke aanbevelingen en analyses vormen dus een fundamentele basis die als leidraad moet dienen voor elk besluit. In november 2021 heeft de Hoge Gezondheidsraad in zijn adviezen nr. 9665 en nr. 9666 nota genomen van een reeks studies die in andere landen (in Europa en daarbuiten) zijn uitgevoerd in verband met de volledige afschaffing van de uitsluiting van MSM of radicale wijzigingen daarvan, en van de bemoedigende resultaten (met name in Zuid-Afrika, Brazilië en Argentinië).

Voorts zijn in de groep van transfusiedeskundigen (8 personen) 4 van hen voorstander van het opheffen van het MSM-criterium, mits aan verschillende voorwaarden wordt voldaan, namelijk specifieke opleiding van het medisch personeel dat zich met donoren bezighoudt over kwesties in verband met seksuele relaties, verbetering van de aan de donatie voorafgaande vragenlijst (wat betreft de gebruikte woordenschat, gedetailleerde uitleg van bepaalde begrippen zoals seksuele relaties en het

tenue plus poussée d'entretiens pré-dons et la généralisation du dépistage génomique en format individuel (ID-NAT). Cette dernière condition est limitée dans sa mise en œuvre de par son coût, les prix des tests et des appareils étant très élevés. À la fin de son rapport, le CSS suggère, dans le même temps, une série de propositions, à savoir: une révision du questionnaire médical, un approfondissement des entretiens pré-don et la formation du professionnel de santé, ainsi que la tenue de campagnes de sensibilisation (notamment sur les effets de la prise d'antiviraux, qu'il considère comme devant faire partie des contre-indications formelles au don de sang).

En novembre 2021 sort également un rapport de Sciensano sur l'état de l'épidémiologie du VIH au 31 décembre 2020. Si le VIH était historiquement fortement prévalent chez les HSH et constituait, dès lors, un risque majeur dans le cas d'une ouverture au don de sang à ce public spécifique, le rapport indique que l'épidémiologie du VIH est de plus en plus diversifiée et qu'une approche individualisée du risque, et non une approche par catégorie, est préférable pour lutter contre virus.

Les principales évolutions de la politique de l'accès au don de sang à travers le monde et les résultats en découlant, les données scientifiques les plus récentes, ainsi que les avis des experts belges cités précédemment sont autant d'éléments qui rendent l'exclusion et la discrimination des HSH disproportionnée. Ces éléments nous montrent qu'une décision politique doit guider et encadrer la pratique médicale du don de sang, et que la communauté scientifique est prête à franchir le pas. En outre, la société civile et de nombreux autres acteurs alertent depuis de nombreuses années des conséquences désastreuses de ces critères sur le public homosexuel masculin. Dans son avis de 2017, Unia estime que "l'exclusion permanente des HSH du don de sang constitue une discrimination fondée sur l'orientation sexuelle", et recommande, dans son avis actualisé, de 2021 que "les critères d'exclusion soient revus et les périodes connexes puissent être réduites ou supprimées dans un délai raisonnable". L'ASBL Arc-En-Ciel Wallonie affirme que "les individus homosexuels masculins confrontés à l'exclusion du don de sang le vivent comme une injustice, une discrimination", et l'organisation de défenses des droits LGBTQIA+ Cavarria déclare que "l'exclusion de 12 mois, qui est en fait une exclusion complète pour la plupart des HSH, est une action traumatisante et injustifiée". Le fait qu'un homme homosexuel en couple exclusif depuis de nombreuses années ne pourra jamais donner son sang alors

nemen van antivirale geneesmiddelen), uitgebreidere aan de donatie voorafgaande gesprekken en de veralgemening van de genomische screening in individueel formaat (ID-NAT). Dit laatste is beperkt toepasbaar vanwege de hoge kosten van de tests en de apparatuur. Aan het eind van zijn verslag doet de Hoge Gezondheidsraad tegelijkertijd een reeks voorstellen, namelijk: een herziening van de medische vragenlijst, een verdieping van de aan de donatie voorafgaande gesprekken en de opleiding van de medische deskundige, alsook het houden van bewustmakingscampagnes (met name over de gevolgen van het gebruik van antivirale geneesmiddelen, die volgens de Hoge Gezondheidsraad moeten worden opgenomen in de formele contra-indicaties voor bloeddonatie).

In november 2021 heeft Sciensano ook een verslag gepubliceerd over de stand van de hiv-epidemiologie op 31 december 2020. Hoewel hiv van oudsher veel voorkomt onder mannen met homoseksuele contacten en daarom een groot risico vormt bij het openstellen van bloeddonatie voor deze specifieke bevolkingsgroep, geeft het verslag aan dat de epidemiologie van hiv steeds diverser wordt en dat een geïndividualiseerde risicobenadering in plaats van een categoriebenadering de voorkeur verdient bij de reactie op het virus.

De belangrijkste ontwikkelingen in het bloeddonatiebeleid in de wereld en de resultaten van deze ontwikkelingen, de meest recente wetenschappelijke gegevens en de adviezen van de hierboven genoemde Belgische deskundigen maken de uitsluiting en discriminatie van MSM onevenredig. Deze elementen tonen aan dat een politieke beslissing de medische praktijk van de bloeddonatie moet sturen en omkaderen en dat de wetenschappelijke gemeenschap bereid is de stap te zetten. Bovendien waarschuwen het maatschappelijke middenveld en vele andere actoren al vele jaren voor de negatieve gevolgen van deze criteria voor het homoseksuele mannelijke publiek. Unia is in haar advies van 2017 van mening dat "de permanente uitsluiting van MSM van bloeddonatie discriminatie op grond van seksuele geaardheid vormt", en beveelt in haar bijgewerkte advies van 2021 aan dat "de uitsluitingscriteria moeten worden herzien en de bijbehorende perioden binnen een redelijke termijn moeten worden verkort of afgeschaft". vzw Arc-En-Ciel Wallonie stelt dat "homoseksuele mannen die worden geconfronteerd met een uitsluiting van bloeddonatie dit ervaren als een onrechtvaardigheid, een discriminatie", terwijl LGBTQIA+-rechtenorganisatie Cavarria stelt dat "de uitsluiting gedurende 12 maanden, die in feite een volledige uitsluiting is voor de meeste MSM, een traumatische en ongerechtvaardigde actie is". Het feit dat een homoseksuele man die al jaren een exclusieve relatie heeft, nooit bloed zal kunnen doneren

que 4 mois de monogamie suffisent pour un homme hétérosexuel est incompréhensible.

Alors que les réserves de sang de la Croix Rouge sont souvent critiquées, comme en 2021, et que seulement 3 % de la population est donneuse alors que 70 % des Belges auront un jour besoin d'une transfusion sanguine, il est difficilement justifiable de continuer à exclure des donneurs sur des bases scientifiques dépassées. Il est probable que l'admission des HSH au don de sang sans aucun critère exigera des moyens financiers, humains et logistiques supplémentaires, notamment pour améliorer nos techniques de dépistage pour passer à un dépistage individuel, pour mieux informer et responsabiliser les donneurs ainsi que pour concevoir un nouveau formulaire pré-don qui puisse identifier les facteurs de risque tout en respectant la vie privée du donneur, à l'instar du travail réalisé au Royaume-Uni. Mais ces efforts reflètent l'idéal de la société à laquelle nous aspirons. La réduction du délai d'abstinence de 12 à 4 mois instauré par la loi de XXX servira de phase transitoire pour préparer au mieux la chaîne transfusionnelle à cet élargissement du pool de donneur.

Cette proposition de loi vise donc à éliminer toute discrimination relative au don de sang en raison de l'orientation sexuelle et à basculer vers une approche individualisée du risque. Tous les donneurs seront ainsi évalués de la même manière et sur la base de leurs comportements sexuels, et la période d'exclusion de 4 mois après le premier contact sexuel avec un nouveau partenaire, actuellement en vigueur, sera appliquée à tous. Ce changement est une étape clé pour continuer à construire une société sans discrimination, respectueuse de l'orientation sexuelle de chacun, et où tout le monde peut exercer sa citoyenneté et exprimer sa solidarité sans limite.

Simon MOUTQUIN (Ecolo-Groen)
Eva PLATTEAU (Ecolo-Groen)

terwijl 4 maanden monogamie voor een heteroseksuele man voldoende is, is onbegrijpelijk.

Hoewel de reserves van het Rode Kruis vaak kritiek zijn, zoals in 2021, en slechts 3 % van de bevolking donor is, terwijl 70 % van de Belgen op een dag een bloedtransfusie nodig zal hebben, valt het moeilijk te rechtvaardigen donoren te blijven uitsluiten op een achterhaald wetenschappelijk motief. Het staat vermoedelijk dat het toelaten van MSM tot bloeddonatie zonder enige criteria extra financiële en personele middelen zal vergen, met name om onze screeningstechnieken te verbeteren, de donoren beter te informeren en te responsabiliseren en een nieuw formulier aan de donatie voorafgaand op te stellen waarmee risicofactoren kunnen worden opgespoord met eerbiediging van de privacy van de donor, vergelijkbaar met het werk dat in het VK is gedaan. Maar deze inspanningen weerspiegelen het ideaal van de maatschappij waarnaar wij willen streven. De door de XXX-wet ingevoerde vermindering van de onthoudingsperiode van 12 tot 4 maanden zal dienen als een overgangsfase om de transfusieketen zo goed mogelijk voor te bereiden op deze uitbreiding van het donorbestand.

Dit wetsvoorstel beoogt daarom een einde te maken aan discriminatie bij bloeddonatie op grond van seksuele geaardheid en te komen tot een geïndividualiseerde benadering van het risico. Alle donoren zullen op dezelfde manier en op basis van hun seksuele gedrag worden beoordeeld, en de huidige uitstelperiode van 4 maanden na het eerste seksuele contact met een nieuwe partner zal op iedereen van toepassing zijn. Deze verandering is een belangrijke stap in de verdere opbouw van een samenleving zonder discriminatie, waarin ieders seksuele geaardheid wordt gerespecteerd en waarin iedereen zijn burgerschap kan uitoefenen en zijn solidariteit onbegrensd kan uiten.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'annexe de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine, insérée par l'arrêté royal du 1^{er} février 2005 et modifiée par l'arrêté royal du 2 juillet 2015 et par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° au point 2, b), le tiret suivant:

— Les hommes qui ont eu un contact sexuel avec un autre homme	Exclus pendant 12 mois après le dernier contact sexuel avec un autre homme
---	--

est abrogé;

2° au même point 2, b), le tiret suivant:

— Le partenaire masculin a eu un contact sexuel avec un autre homme	Exclu pendant 12 mois après la fin de la situation
---	--

est abrogé.

Art. 3

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

27 avril 2022

Simon MOUTQUIN (Ecolo-Groen)
Eva PLATTEAU (Ecolo-Groen)

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In de bijlage bij de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloeiderivaten van menselijke oorsprong, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 februari 2005 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 juli 2015 en bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 2, b), wordt het volgende streepje:

— Mannen die seksueel contact hebben gehad met andere mannen	Uitgesloten tot 12 maanden na het laatste seksuele contact met een andere man
--	---

opgeheven;

2° in hetzelfde punt 2, b), wordt het volgende streepje:

— De mannelijke partner heeft seksueel contact gehad met een andere man	Uitgesloten gedurende 12 maanden na het beëindigen van de situatie
---	--

opgeheven.

Art. 3

Deze wet treedt in werking op 1 januari 2024.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

27 april 2022